le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 26 juillet 2017 N° 436 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Les manifestations de rue ont contraint Ibrahim Boubacar Keita à reculer

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali: Les manifestations de rue ont contraint IBK à reculer

Page 3
Mauritanie-Congo: Grève des employés du groupe Total

Pages 3
Sénégal: Élections législatives et batailles de crocodiles

Pages 4
Côte d'Ivoire: Le bling bling des jeux de la francophonie ne peut pas camoufler la misère

Page7
Tchad: Deby a trouvé un prétexte pour jeter en prison un opposant

Page 8
France: Le gouvernement attaque les travailleurs, préparons-nous à riposter

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Editorial

Mali

LES MANIFESTATIONS DE RUE ONT CONTRAINT IBRAHIM BOUBACAR KEITA À RECULER

Le président malien Ibrahim Boubacar Keita voulait que son référendum constitutionnel ait lieu le 9 juillet comme il l'avait décidé, mais devant la multiplication des manifestations de rue organisées par une coalition de nombreux partis d'opposition, il a fini par battre en retraite. Comme il ne veut pas perdre la face, il a déclaré que ce référendum aura tout de même lieu mais qu'il est tout simplement « reporté pour une date ultérieure ». On verra donc si ce report n'est pas synonyme d'enterrement définitif.

Ce référendum, IBK le voulait pour augmenter son pouvoir, pour caser un peu plus de ses partisans avec la création d'un sénat (entre autres) et éventuellement faciliter sa réélection. La seule chose qu'il a réussie à obtenir c'est de coaliser un grand nombre de ses opposants dont ses anciens ministres et Premiers ministres qu'il a remerciés tout récemment.

Tous ces gens-là qui, hier encore mangeaient dans ses mains, sont devenus des opposants et tentent de se faire une popularité à bon compte. Ils profitent de la colère et des frustrations réelles au sein de la population contre la dégradation des conditions d'existence, contre la corruption et le pillage des caisses de l'Etat pour les détourner à leur profit afin d'assouvir leurs ambitions de politiciens. Néanmoins, ils sont tous autant pourris que ceux qui sont restés autour d'IBK.

Cette colère s'est exprimée lors de nombreuses grèves qui ont touché récemment la fonction publique (les hôpitaux, les employés des administrations territoriales, du ministère des Affaires étrangères, les enseignants, les magistrats, les Inspecteurs de travail, etc.). Au cœur de ces grèves, il y avait surtout les revendications concernant les augmentations de salaires, le versement des primes et l'amélioration des conditions de travail.

Les politiciens qui sont aujourd'hui dans les rues et qui manifestent contre la tenue du référendum ne sont pas du tout intéressés par ces revendications du monde du travail. Et pour cause, la plupart d'entre eux ont été à un titre ou à un autre, complices de la politique de l'actuel président

ou de ses prédécesseurs. Voilà pourquoi les travailleurs n'ont aucun intérêt à leur faire confiance ; ce sont des ennemis des classes laborieuses.

Mauritanie et Congo

GRÈVE DES EMPLOYÉS DU GROUPE TOTAL

Le 12 juillet dernier, les employés du groupe Total au Congo-Brazzaville et en Mauritanie se sont mis en grève pour réclamer des augmentations de salaire et le paiement de leurs heures supplémentaires. Les sites de production du Congo ont été paralysés durant deux jours. Une centaine de manifestants a occupé les locaux de la compagnie situés dans la ville de Pointe-Noire mais la police du dictateur Denis Sassou-Nguesso les a chargés et dispersés.

Terminal de Total à Djeno, Congo Brazzaville

Devant la menace d'une paralysie prolongée de ses sites de production, la direction de Total Congo a fini par accepter de recevoir les représentants des grévistes après deux jours de grève. Un compromis aurait été trouvé sur les revendications et les grévistes ont repris le travail.

En Mauritanie, le groupe Total ne possède pas encore de site de production pétrolière mais il a déjà obtenu un contrat d'exploration. Il est néanmoins présent dans la distribution de carburant dans ce pays. Il y possède un réseau de 38 stations service dans lesquelles environ 60 personnes sont des employés directs de Total auxquels il faut ajouter plusieurs autres dizaines d'employés de sous-traitants. Au bout du cinquième jour de paralysie de son réseau de distribution, la direction a reçu les grévistes mais n'a cédé sur aucune de leurs revendications. Les travailleurs ont refusé de reprendre le travail ; ils sont d'autant plus en colère que la direction cherche à casser leur mouvement en remplaçant les grévistes par des sous-traitants. Le bras de fer continue donc.

Au Congo comme en Mauritanie, le groupe Total s'enrichit sur le dos des travailleurs en leur versant des salaires de misère, en refusant de payer les heures supplémentaires et en leur faisant supporter des conditions de travail révoltantes. Par leur grève, les travailleurs montrent qu'ils ne sont pas prêts à accepter de se faire exploiter sans réagir.

Sénégal

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET BATAILLES DE CROCODILES

Abdoulaye Wade, l'ancien président du Sénégal, a quitté son pavillon cossu de Versailles où il réside depuis son échec de l'élection présidentielle de 2012 face à Macky Sall. Il a fait un retour en grande fanfare à Dakar à bord d'un jet privé. À l'âge de 91 ans, il a décidé de se présenter aux élections législatives du 30 juillet prochain à la tête d'une liste PDS alliée à quelques autres opposants attitrés. Au total il y aura environ 40 listes nationales qui vont s'affronter pour 165 postes de députés.

Wade en tournée électorale dans les rues de Dakar, le 21 juillet 2017

Ce qui intéresse Wade ce n'est pas spécialement le poste de député mais surtout l'opportunité que cette campagne électorale lui offre pour se présenter comme le seul opposant capable de rivaliser avec l'actuel président et en même temps d'unifier son parti, le PDS car celui-ci a éclaté en plusieurs morceaux après sa défaite cuisante de 2012. Certains dirigeants de son parti ont rejoint le camp de Macky Sall tandis que d'autres ont profité de l'emprisonnement de Karim Wade (le fils de Wade) suite à son procès pour enrichissement illicite, pour se présenter comme des leaders de l'opposition.

Karim Wade était le dauphin désigné par son père pour lui succéder à la présidence mais son destin a été brisé par Macky Sall. Après avoir purgé une peine de trois ans dans la prison de Rebeuss (dans un coin réservé aux VIP), il a été libéré en échange d'un exil doré au Qatar. Il s'y trouve toujours mais son père s'active pour obtenir son retour au Sénégal afin qu'il redevienne le chef de file du PDS et parvienne au pouvoir lors de la prochaine élection présidentielle. Mais ce parti est moribond à cause des luttes intestines qui le minent.

Abdoulaye Wade possède-t-il assez de forces au sein de l'opposition pour satisfaire ses propres ambitions au détriment de tout ce monde de crocodiles assoiffés de pouvoir ? En tout cas, il a déjà commencé à faire des tournées à Touba et à Tivaouane, fiefs respectifs de la confrérie des Mourides et des Tidjanes pour obtenir la bénédiction des grands imams. Mais il n'est pas le seul à vouloir le soutien de ces dignitaires réactionnaires et milliardaires. Macky Sall y a aussi ses appuis, de même que bien d'autres politiciens de haut rang.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ce cinéma électoral. Ils ne peuvent compter sur aucun des partis politiques présents dans cette campagne pour défendre leurs points de vue d'exploités. Quand bien même certains des politiciens en lisse dénoncent les détournements de fonds, la corruption et la gabegie qui règnent au sein du pouvoir, le mauvais état de l'enseignement public ou la dégradation des hôpitaux publics, ce ne sont que discours démagogiques pour attirer le vote des quartiers populaires.

Pour les travailleurs, la seule manière de se faire vraiment entendre, c'est par la lutte collective, par des grèves et des manifestations de rue.

Côte d'Ivoire

LE BLING-BLING DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE NE PEUT PAS CAMOUFLER LA MISÈRE !

C'est avec faste et tintamarre que le gouvernement a ouvert les 8 èmes jeux de la francophonie au stade Houphouët Boigny le 21 juillet 2017.

Il n'a pas lésiné sur les moyens. En moins d'un an, 33 bâtiments sont sortis de terres tous équipés, climatisation comprise, pour accueillir 4.000 personnes. Il s'agit d'un complexe avec un centre médical, des gymnases, une piscine, plusieurs terrains de jeux pour différentes disciplines sportives, etc.

Des milliards ont été engloutis pour présenter la Côte d'Ivoire dans ses plus beaux habits car ceux qui gouvernent veulent cacher la misère aux visiteurs. Les façades de certains bâtiments ont été badigeonnées de peinture, même les tracés des principales voies ont été refaits

Une affiche parmi tant d'autres qui recouvrent la ville d'Abidjan

Le gouvernement a ainsi montré que des moyens, il en a. L'argent qu'il a dépensé pour organiser ces jeux, il aurait pu l'utiliser pour améliorer la vie dans les quartiers pauvres où habitent les travailleurs ainsi que la grande majorité de la population. Ici tout fait défaut, à commencer par l'eau, l'électricité, les canalisations, les centres de santé, etc. À Koumassi par exemple, située à proximité des lieux où se tiennent les jeux, les canalisations sont bouchées mais comme il s'agit de lieux d'habitation populaire, l'Etat est complètement absent.

Les Gbagka et les Wôrô-wôrô sont interdits de passage sur le boulevard Valery Giscard d'Estaing, la principale voie qui mène à l'aéroport, sous peine d'une forte amende. Cela, pour cacher ces tombeaux roulants que les travailleurs empruntent chaque jour pour se rendre sur leur lieu de travail. Du coup, ces véhicules de transport en commun sont obligés d'emprunter de petites voies parallèles qui sont très vite saturées et littéralement bloquées aux heures de pointe.

Dans ce pays où les riches étalent leurs richesses qu'ils tirent de l'exploitation des travailleurs, où un gouvernement en mal de publicité montre ses parures dorées, la situation des travailleurs et des classes laborieuses ne cesse de s'aggraver. De moins en moins de gens mangent à leur faim. La grande majorité de la population habite des taudis et n'a même pas les moyens de scolariser et de soigner normalement ses enfants.

C'est ce même gouvernement qui refuse de décaisser les arriérés des salaires qu'il doit aux fonctionnaires. Il n'aurait pas la même attitude méprisante envers ses petits employés si ceux-ci décidaient de se faire entendre en perturbant le déroulement de ces jeux. En tout cas, ce ne sont certainement pas les populations pauvres qui se plaindraient si le déroulement des jeux était perturbé par des grèves et des manifestations de colère des travailleurs criant leur ras-le-bol !

Francophonie à Abidjan

CE N'EST PAS LA FÊTE POUR TOUT LE MONDE

Le 21 juillet, jour de lancement des huitièmes jeux de la francophonie, l'État a sorti le grand jeu : des cars de transport à la mairie d'Abobo pour transporter gratuitement ceux qui voulaient y assister. Mais les populations prises dans leurs difficultés quotidiennes, semblaient ignorer les cars.

C'est dire que chacun a sa préoccupation. Si les gens d'en haut ont le cœur à la fête, ceux d'en bas sont en proie à des nécessités plus pressantes.

Côte d'Ivoire

L'ÉTAT JETTE DES FAMILLES ENTIÈRES DANS LA RUE

En début du mois de juillet, à Treichville Belleville, dans le sous-quartier communément appelé Gbatanikro, des dizaines de familles ont été jetées hors de leurs habitations manu militari. Elles ont vu leurs demeures rasées par des bulldozers sous la surveillance de policiers et de loubards.

Ces familles occupent ce site depuis 40 ans. Elles payaient un loyer à la Sicogi jusqu'à la construction du marché de Belleville. Cette parcelle en deux blocs a fait partie du patrimoine de la Sicogi mais en 1980, les occupants du bloc 1 ont été déplacés pour faire place au marché tandis que le site actuel, le block 2 qui devait aussi être rasé, a été déclaré d'utilité publique. Depuis lors, un conflit oppose les habitants à la Sicogi et un procès est en cours.

C'est dans cette situation que des huissiers munis de papiers de justice, aidés de gros bras, ont commencé à vider les logements le 3 juillet. Deux jours après, des bulldozers encadrés par des forces de l'ordre se sont mis à raser les habitations, laissant une cinquantaine de familles dehors en pleine saison des pluies.

En dépit de sa prétendue lutte contre les morts en saison pluvieuse, l'État préfère faire d'une pierre deux coups : récupérer des terrains lucratifs et en même temps faire place nette, surtout que le lieu se trouve à proximité d'un espace où doivent se tenir des spectacles de la francophonie.

TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS LE BÂTIMENT

Chez TGCC

Les travailleurs de TGCC (entreprise marocaine du BTP qui construit un hôtel haut de gamme de 225 chambres au Plateau boulevard lagunaire) ont repris le chemin de la lutte.

C'est depuis plus de 6 mois qu'ils réclament un rappel sur le salaire payé en dessous du smig. Ils réclament aussi le payement des heures supplémentaires.

Pour seule réponse, la direction a licencié un certain nombre de travailleurs et effectué un nouveau recrutement. Avec ce mélange d'anciens travailleurs et de nouveaux venus, elle espérait diviser les travailleurs. C'était sans compter sur l'union de ceux ci car depuis deux semaines, ils se réunissent régulièrement. Ils se sont même rendus à la direction de Harding qui les employait pour le compte de TGCC. À son tour, celle-ci leur a remis un document attestant que leur vrai employeur c'est TGCC.

Pour les travailleurs, peu importe, que ce soit Harding ou TGCC, ils savent qu'ils n'obtiendront rien sans une nouvelle mobilisation. Ils sont déterminés à récupérer l'argent qui leur a été volé !

Chez SEG

La Société d'Expertise et de Gestion (SEG, une entreprise marocaine qui exerce aussi dans le BTP), les travailleurs qui construisaient un immeuble à Marcory, ont été licenciés le 11 avril dernier suite à une grève qui a duré une semaine.

Après plusieurs mobilisations des travailleurs pour bloquer la direction, celle-ci a fini par donner son accord pour payer les indemnités liées à leur départ. Mais pour verser l'argent des travailleurs, elle traîne, en complicité avec l'Inspection du travail.

Ils espèrent peut-être que les travailleurs, étant dispersés du fait de la fermeture de leur chantier, ne puissent plus se mobiliser pour de nouvelles actions. Mais ils se trompent car les travailleurs ont déjà montré leur force et leur détermination pour ne pas se laisser voler.

Tchad

DEBY A TROUVÉ UN PRÉTEXTE POUR JETER EN PRISON UN OPPOSANT

Idriss Déby n'aime pas les opposants politiques, il leur déclare la guerre à tout moment, surtout ceux qui lui font de l'ombre. C'est le cas de Laokein Médard, maire de Moundou.

Depuis son élection en 2012 à la mairie de Moundou, deuxième ville du Tchad après la capitale Ndjaména, Laokein est devenu très populaire, surtout auprès des populations pauvres ; Le parti qu'il a créé, la Convention Tchadienne pour le Développement et la Paix (CTPD), est très influent dans le Sud. Il tient tête à Déby et s'est présenté contre lui à l'élection présidentielle de 2016 où il est arrivé troisième. C'est l'occasion rêvée de Déby pour le récupérer. Dès sa réélection contestée par l'opposition à cause du bourrage des urnes et des irrégularités criantes dans le déroulement du scrutin, Déby lui a proposé la Primature et lui a demandé de former le nouveau gouvernement. Mais Laokein Médard a refusé, préférant rester dans son fief de Moundou. Déby n'a jamais digéré cet affront de lèse majesté.

La méthode utilisée par ce dernier pour éliminer ou destituer les opposants ou tous ceux qui lui font de l'ombre, c'est de les accuser de « détournement de fonds publics ».

Laokein a donc été accusé comme tel en plus d'« usage illicite de biens » de sa mairie et de « complicité ». Il a donc été arrêté en juin dernier, menotté et jeté à la prison de Moundou, après un semblant de procès vite exécuté, sans témoins ni avocat. Un nouveau maire qui a l'aval de Déby, a été nommé au sein de la CTPD.

Comme bon nombre d'opposants, Laokein Médard a été victime du régime dictatorial de Déby, mais il n'est pas à plaindre. En tant que maire et homme politique, il a probablement utilisé sa position de maire d'une grande ville pour s'enrichir à l'image de tous les pontes du régime, à commencer par Déby lui-même et son clan qui utilisent l'argent public à des fins personnelles. S'il y avait une véritable justice, il faudrait commencer par ceux qui pillent les caisses de l'État en toute impunité pendant que les travailleurs et masses pauvres croulent de plus en plus sous le poids de la misère.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

France

LE FILS DU PRÉSIDENT ÉQUATO-GUINÉEN ÉPINGLÉ PAR LA JUSTICE

Dans le cadre de la poursuite judicaire contre les « biens mal acquis », Teodorin Obiang, fils du président équato-guinéen (ancien ministre de l'Agriculture et des Forêts, promu en juin dernier vice-président par son père) est jugé depuis le 19 juin par le tribunal correctionnel de Paris pour « blanchiment d'abus de biens sociaux, détournement de fonds publics, abus de confiance et corruption ».

Une enquête menée depuis 2008 par deux associations internationales, Sherpa et Transparency International, a mis au jour le patrimoine considérable du vice-président équato-guinéen : immeuble luxueux et immense sur l'avenue Foch à Paris, estimé à 107 millions d'euros ; voitures de luxe et de sport (Porsche, Ferrari, Bentley, Bugatti) ; collections d'œuvres d'art, de bijoux et de vêtements de marque.

Les deux organisations ont donc déposé plainte. Les juges ont estimé que ce patrimoine ne pouvait avoir été financé par les seuls revenus officiels de Teodorin Obiang, mais était issu « des détournements de fonds publics et de la corruption ». Le 5 juillet dernier, ce fils à papa immensément riche a écopé de trois ans de prison, avec 30 millions d'euros d'amende et la confiscation de biens dépassant largement les 100 millions d'euros, dont l'immeuble de l'avenue Foch. Ce jugement est attendu pour le 27 octobre.

Tout le monde sait que tout cet argent provenant principalement des ressources pétrolières, a été détourné des caisses de l'Etat de la Guinée équatoriale. Les chefs d'Etat africains, « élus, réélus » ou non, se dépêchent de s'enrichir, d'enrichir leurs familles ou leurs clans au détriment des travailleurs et de la population pauvre.

D'habitude les autorités françaises ferment les yeux sur ce genre d'affaires illicites surtout lorsqu'il s'agit de leurs protégés en Afrique. Mais de temps en temps, elles laissent les mains un peu plus libres aux juges lorsque certaines affaires éclatent au grand jour et que la presse en parle. C'est le cas de l'affaire Teodorin Obiang.

LE GOUVERNEMENT ATTAQUE LES TRAVAILLEURS PRÉPARONS-NOUS À RIPOSTER !

(Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du 21 juillet de nos camarades de Lutte Ouvrière)

Chaque jour de l'été ou presque, une nouvelle mesure antiouvrière est annoncée. La semaine dernière, c'est le sort du compte pénibilité qui a été scellé. Cette mesure, bien limitée, devait permettre à certains salariés soumis à des travaux pénibles de partir plus tôt à la retraite. Le patronat a eu gain de cause : les travailleurs qui portent des charges lourdes, subissent des vibrations ou sont exposés à des risques chimiques, ne bénéficieront pas de départ anticipé. Et si, en théorie, les autres risques restent pris en compte, ce n'est plus le patronat qui les financera mais la Sécurité sociale.

Les annonces de baisses d'impôts ne doivent tromper personne. Seule certitude : les riches seront servis. L'impôt sur la fortune sera réduit. En même temps, le gouvernement diminue le budget de l'Éducation nationale et des universités, ce qui touchera

d'abord les enfants des classes populaires. Pour les salariés et les retraités, c'est la hausse de la CSG qui est au menu ! Quant à la baisse de la taxe d'habitation, il reste à voir comment elle sera compensée dans les finances des collectivités locales, sans quoi les habitants des communes les plus pauvres seront pénalisés sur un autre plan.

Manifestation de travailleurs à Paris

Et le pire est à venir, avec les ordonnances réformant le Code du travail, que les députés ont autorisées.

L'extension des accords d'entreprise facilite le chantage à l'emploi : en menaçant de licencier, un patron pourra accroître le temps de travail sans augmenter les salaires.

À l'échelle des branches professionnelles, les contrats de mission seront autorisés, selon une vieille demande du patronat, qui voudrait se débarrasser du CDI. Un salarié pourra ainsi n'être embauché que pour la durée d'un projet, ce qui revient à vider de son sens le CDI, et à généraliser la précarité de l'emploi. Le patronat voudrait en quelque sorte transformer tous les salariés en travailleurs à la tâche, exploitables puis jetables, comme c'était la règle avant 1936.

Les entreprises auront toujours plus de facilités pour licencier : par exemple, une multinationale ultra-bénéficiaire pourra procéder à des licenciements dits économiques dans une de ses filiales déclarant des pertes. Cette disposition était déjà dans le projet de loi El Khomri en 2016, et avait dû être retirée face à la contestation ouvrière – c'est à méditer ! Macron veut aussi rétablir le plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, une attaque à laquelle le gouvernement PS avait également dû renoncer, mais à laquelle le patronat tient pour pouvoir se débarrasser à moindres frais de salariés.

Le gouvernement peut sortir de son chapeau quelques mesures mineures, afin de faire passer la potion amère. Rappelons-nous que, quand la loi Macron avait étendu le travail du dimanche, on parlait aux salariés de volontariat et de bonifications. Aujourd'hui une firme comme Bricorama réduit ces majorations.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des débats parlementaires. Le gouvernement dispose d'une majorité de députés à sa botte, choisis et élus pour mettre en œuvre le programme de Macron. Une fois que les ordonnances seront présentées, le 20 septembre, elles seront immédiatement applicables.

Les dirigeants des confédérations syndicales se sont pliés à la mise en scène du «dialogue social » que le gouvernement organise cet été, alors qu'en réalité c'est lui, et derrière lui le patronat, qui décide de tout. Les dirigeants de la CFDT et ceux de FO passent les plats à Macron, à Édouard Philippe, et à la ministre du Travail Muriel Pénicaud, tout droit issue des milieux patronaux. La CGT joue aussi le jeu de la concertation, mais a au moins le mérite d'appeler les salariés à se mobiliser mardi 12 septembre.

Il faut se saisir de cette occasion pour montrer que nous n'acceptons pas d'être attaqués sans réagir. Il faut que nous soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Cette seule journée ne suffira pas à faire reculer le gouvernement, mais elle doit être le point de départ d'une riposte du monde du travail, qui est la seule réponse face à cette déclaration de guerre.

Macron peut parader avec Trump, faire le matamore et multiplier les gestes d'autorité ; mais nous en avons vu d'autres. Il peut se dire « droit dans ses bottes » comme Juppé en 1995, il serait tout aussi impuissant face à une mobilisation du monde du travail, avec des grèves et des manifestations massives. C'est ce qu'il faut préparer.

France

LE GOUVERNEMENT MACRON-PHILIPPE PREND DE LA POCHE DES PETITES GENS POUR REMPLIR CELLE DES RICHES

Baisse du taux sur le livret A

Le 1er août le taux de rémunération du livret A restera fixé à 0,75 %. Pourtant si le gouvernement avait appliqué la méthode officielle de calcul du taux du livret A décidée en novembre 2016 par le gouvernement de l'époque, le taux aurait dû passer à 1 % à compter du 1er août 2017.

Macron s'en prend ainsi directement aux épargnants les plus pauvres, qui souvent placent leurs maigres économies sur ce livret non imposable. De fait, depuis des années les gouvernements successifs n'ont cessé de baisser le taux de rémunération du livret A qui était encore de 3 % au 1er août 2003. L'actuel gouvernement va dans le même sens, faire les poches des petits épargnants et donner des milliards aux riches.

Baisse de l'aide pour le logement

Le gouvernement vient d'annoncer que les aides personnalisées au logement (APL) vont baisser de 5 euros par mois à compter du 1er octobre 2017. 6,5 millions de ménages qui touchent en moyenne 230 euros par mois sont touchés par cette baisse. Pourtant lors de la campagne électorale, Macron avait dit qu'il ne touchera pas à l'APL. Voila encore un coup porté contre les familles modestes qui n'ont déjà pas les moyens de payer les loyers avec leurs bas revenus. L'État va ainsi économiser 390 millions d'euros par an sur le dos de ceux qui n'ont déjà plus rien pour vivre correctement, en même temps il fait des cadeaux de toutes sortes aux capitalistes.

NON À LA RÉPRESSION CONTRE LES MIGRANTS ! OUI AUX DROITS À LA LIBRE CIRCULATION ET À L'INSTALLATION !

Le 12 juillet, le Premier ministre Edouard Philippe a dit qu'il allait augmenter le nombre de places dans les centres d'accueil pour les migrants car, selon lui, «Nous ne sommes pas à la hauteur de ce que doit être la France ». Il a dit aussi qu'il veut réduire le délai de traitement des demandes d'asile de 14 à 6 mois. Mais derrière cette déclaration hypocrite il y a surtout la volonté d'expulser plus efficacement les migrants qui ont réussi à traverser les frontières de la France.

Alors qu'une centaine de milliers de migrants arrivent chaque année, 7 500 places seront créées en deux ans pour l'accueil des demandeurs d'asile. Elles viendront s'ajouter aux 54 000 déjà existantes.

Cela est insuffisant, et ne résoudra pas le problème de ceux qui n'ont pas encore réussi à faire leur demande et s'abritent comme ils peuvent, vivant dans des situations déplorables, ou qui choisissent de ne pas la faire sachant qu'ils seront déboutés. 5 000 autres places iront aux migrants ayant obtenu le statut de réfugié

mais n'ayant pas encore pu trouver de logement.

À la Porte de la Chapelle, les migrants s'entassent comme ils peuvent dans la rue

Parmi les déboutés du droit d'asile, ou qui n'osent pas le demander, figurent ceux qui fuient la misère et la faim dans leur pays, et que l'administration qualifie de «réfugiés économiques ». Il y a aussi ceux qui viennent des pays jugés sûrs selon des critères plus que douteux, et qui n'ont pu prouver qu'il y avait pour eux un risque mortel à y retourner. Y figurent également ceux qui ont fait une demande dans un autre pays, l'Italie ou la Grèce la plupart du temps, et étaient censés y attendre la réponse. Ces hommes et ces femmes constituent la grande majorité des migrants et la politique du gouvernement français actuel, comme ceux qui l'ont précédé, est d'en expulser le plus grand nombre car ils sont indésirables à leurs yeux.

L'État français a les moyens d'accueillir dignement sur son sol un grand nombre de migrants qui fuient la misère et la guerre dans leur pays. Ce ne sont pas les moyens techniques et financiers qui lui font défaut pour les loger et les soigner. C'est un problème de choix et de volonté politiques comme le sont le chômage, la misère, le mal logement, la dégradation du système de santé publique et bien d'autres choses encore qui touchent les travailleurs et les familles modestes de ce pays. Alors, il faut exiger le droit à la libre circulation et à l'installation des migrants en France comme ailleurs.

Immigration

IL Y A UN AN ADAMA TRAORÉ MOURAIT DANS LES LOCAUX DE LA GENDARMERIE DE PERSAN

En mémoire d'Adama Traoré, 24 ans, décédé il y a un an, dans des conditions suspectes non encore élucidées lors de son interpellation par les gendarmes (il tentait d'échapper à un contrôle d'identité), un millier de personnes ont défilé le 22 juillet en région parisienne, de la gare de Persan à la ville de Beaumont aux cris de « pas de justice, pas de paix ! ».

La marche pacifique, qui a eu le soutien de plusieurs associations et organisations politiques de l'Ile de France ainsi que la participation de nombreux habitants du coin, a d'abord marqué un arrêt symbolique devant la caserne de gendarmerie de Persan où l'on a constaté son décès le 19 juillet 2016. Là, des manifestants ont crié : « gendarmes assassins !». Puis le cortège a continué jusqu'au pied de l'appartement où Adama s'était caché pour tenter d'échapper à son interpellation.

Aujourd'hui les parents et amis d'Adama Traoré ainsi que les associations et organisations politiques de soutien réclament la vérité sur cette mort. La sœur du disparu, lors d'une conférence de presse, a notamment déclaré : « L'affaire n'ira pas vers un non-lieu, des gendarmes devraient déjà être mis en examen ». La foule des manifestants a aussi réclamé que justice soit faite pour d'autres victimes des « violences policières » comme les cas de Théo, Curtis ou Lamine Dieng.